

« Les nouvelles sont mauvaises, d'où qu'elles viennent »

Chères administratrices, chers administrateurs, peut-être entendez-vous aussi, par-dessus vos réveils ces matins, comme la résonnance insistante d'une voix éraillée de rocker suisse ? Composées par Philippe Djian pendant la 1^{ère} guerre du Golfe, les paroles de ce tube de Stéphane Eicher faisaient allusion à un monde déjà en crise... Mais selon des modalités en apparences tellement plus simples : c'était alors le triomphe des démocraties libérales occidentales et du libre-échange, la jeunesse emmerdait le front national et on se souvenait que Staline, Hitler et Mussolini étaient des tyrans sanguinaires, le CO₂ était encore sous les 350 ppm, le cinéma français n'était certainement pas embêté par #metoo, un bel unanimité se profilait avec la préparation de la conférence de Rio, la conférence de Madrid augurait d'une amorce de dialogue au Proche Orient - avec une délégation israélienne comptant parmi ses négociateurs un certain Netanyahu, encore bien loin d'une carrière de criminel de guerre...

Il est utile de regarder cette année 1991 dans le rétroviseur. Mais c'est un exercice vertigineux, tant on mesure le poids des mauvaises décisions et des chemins non pris dans nos impasses actuelles. Exemple de décision funeste : c'est en 1991 que le soutien d'Arafat à Saddam oblitère une partie des financeurs de l'OLP, ouvrant la voie à une ascension ultérieure du Hamas. Exemple de chemin non pris : c'est en 1991 que la ré exhumation d'un passé de violences sexuelles stoppe net la carrière de Depardieu - à Hollywood, pas en France bien sûr...

[Rassurez-vous, j'arrive à nos affaires] On pourrait en effet oublier à quel point la période est charnière pour l'agriculture et la recherche agricole française. Le désarroi agricole est alors au plus haut, dans le double contexte de la réforme de la PAC et des négociations du GATT. Souvenons-nous qu'en septembre 1991, les deux syndicats majoritaires agricoles réussissent une mobilisation historique et encore inégalée, avec un cortège parisien de 200 000 personnes. À l'Inra, c'est aussi le moment d'un passage de relais à la tête de l'établissement, Guy Paillotin débutant son 1^{er} mandat de président.¹ Comme il l'a plus tard raconté aux Archives orales², aucune expertise n'est alors préparée au niveau du siège INRA sur ce dossier PAC/GATT. Chose étonnante, c'est ce personnage rugueux aux appétences très biotech qui engage d'une certaine manière l'institution sur cette question politique, en rejoignant le groupe dit « de Seillac ». Réunis par Edgard Pisani, ces vingt hommes, hauts fonctionnaires pour la plupart, lancent alors un *Appel et contribution française à une réflexion internationale globale et à long terme pour une politique européenne de la société et de l'espace rural, de la recherche, de la production et des industries agricoles*. Ce texte³ pose les problèmes avec une acuité assez grande, constatant par exemple [je cite] : « [qu']Ici comme ailleurs, la restructuration du territoire poursuivie sans plan ni vision, au gré de l'évolution du mode de production agricole, aura un coût de plus en plus élevé en termes de pertes d'emplois, d'inégalités de peuplement, de sur-concentration et de désertification, génératrices les unes et les autres de difficultés économiques et sociales. »

Sans nommer tout à fait les choses (le néolibéralisme) ni encore tout aborder (le climat), ce groupe porte des orientations fortes, allant jusqu'à remettre en cause les négociations du GATT. Ils proposent même [je cite] d'« aller jusqu'au bout de cette remise en cause en préparant dès maintenant la réduction progressive mais inéluctable des capacités exportatrices de la Communauté ». L'influence de ce groupe de Seillac n'aura pas été nulle, en pesant notamment sur la nouvelle politique de développement rural. On connaît la suite : insuffisamment dotée pour réellement compenser le premier pilier de la PAC, elle s'est distinguée en France par une approche centralisée, et une confiscation sectorielle sous l'effet de la cogestion agricole⁴. Nous sommes en tout cas loin d'avoir pu faire advenir ce

¹ <https://www.quae-open.com/produit/86/9782759226399/l-histoire-de-l-inra-entre-science-et-politique>

² <https://hal.inrae.fr/ARINRAE-ARCHO/hal-02813642v1>

³ http://institutmichelserres.ens-lyon.fr/IMG/pdf/appel_seillac.pdf. Aussi repris dans le Courrier de l'environnement de l'INRA, n°21 <https://hal.inrae.fr/ARINRAE-COURENV/hal-01221691v1> (mais il y a une page manquante dans le PDF)

⁴ [https://doi.org/10.1016/S1573-5214\(08\)80014-0](https://doi.org/10.1016/S1573-5214(08)80014-0)

que le groupe de Seillac appelait de ses vœux, un « fonds d'intervention de l'agriculture et de l'espace rural capable de dessiner l'avenir et non plus seulement de faire, inégalement d'ailleurs, accepter le déclin. »

Il y a là sans doute aussi une part de responsabilité de la recherche. Si l'Inra des années 90 s'est ouvert aux questions environnementales et aux consommateurs, il avait aussi continué sa mue vers la biologie de pointe. Et de fait, il faut croire que nous n'avons pas suffisamment pu, su, voulu peser dans ces trajectoires de nos mondes agricoles.

Si nous choisissons d'évoquer ce matin cette filiation entre les crises agricoles de 1991 et 2024, c'est bien pour nous rappeler de comment les choses auraient vraiment pu virer autrement. C'est aussi pour se souvenir d'une configuration où les liens entre parole publique et activité scientifique semblaient plus simples mais aussi plus ouverts : un positionnement institutionnel moins surveillé et corseté, la possibilité d'échanger des arguments autour de faits mutuellement reconnus...

Revenons au présent : « Est-ce que tout va si mal ? Est-ce que rien ne va bien ? »

Si on regarde les trois mois écoulés depuis le dernier CA, sur les seuls dossiers qui nous concernent directement, chers administratrices et administrateurs... Force est de constater que pour nos collègues dans les collectifs de recherche, pour l'institution Inrae, et même pour nos ministères, on a une impressionnante quantité de couleuvres avalées : décret permissif sur l'agrivoltaïsme, Loi Asile immigration unanimement dénoncée par les acteurs de l'ESR, passage en force sur la déréglementation des NBT au niveau européen, gestion calamiteuse de la crise agricole, coup de rabot de 10 Mds qui va toucher la recherche publique et la vie étudiante, poursuite des attaques sur les statuts et les rémunérations dans l'ensemble de l'ESR...

Tout cela n'est « ni rose, ni honnête pour la peine. »

Sur la plupart de ces points, Sud-Recherche a souhaité formaliser et partager une réflexion collective : une expression au personnel sur la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires aggravée en période d'inflation début janvier, puis sur les NBT, une autre que vous aurez cette semaine sur l'agrivoltaïsme.

Sur la crise agricole, mes camarades s'étaient exprimés au dernier CSAE, en soutenant notamment une motion en soutien aux agents de l'OFB. Deux points rapides en complément : d'abord signifier notre effarement et notre colère suite à un emballement haineux sur le compte twitter de l'établissement [nous pourrions revenir sur ce point aux actualités]. Le second concerne la mise à mort du plan Ecophyto et de l'indicateur Nodu : nous saluons à ce sujet l'interview donnée par notre directeur scientifique « agriculture » à *Libération*. Face à des acteurs pratiquant activement le déni, la fuite en avant et l'intimidation, nous mesurons le caractère inédit et courageux d'une telle prise de parole. Mais justement, cette configuration n'est en rien normale.

Pour les statuts et rémunérations, nous appelons à la grève et aux manifestations le 19 mars, et serons avec l'ensemble des organisations syndicales dans la rue. Rejoignez-nous !